

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT EN MATIÈRE DE JUSTICE UNE DÉCENNIE DE PROGRÈS: RAPPORT SUR LES TENDANCES

// 2024



LE COMITÉ D'ACTION SUR L'ACCÈS À LA JUSTICE EN MATIÈRE CIVILE ET
FAMILIALE

À propos du Comité et du présent rapport

Le Comité d'action sur l'accès à la justice en matière civile et familiale (Comité d'action) a adopté ses neuf objectifs de développement en matière de justice (ODJs) après avoir travaillé en collaboration avec des personnes de tout le pays afin d'explorer des façons de faire progresser l'accès à la justice. Ces neuf objectifs tracent une voie pour améliorer l'accès à la justice que chacun, quelle que soit son activité, peut utiliser pour harmoniser son travail. En tant qu'individus travaillant pour répondre aux besoins locaux, ou en tant que gouvernements responsables des décisions de financement, nous pouvons harmoniser nos travaux — en vue d'un système plus inclusif et plus accessible.

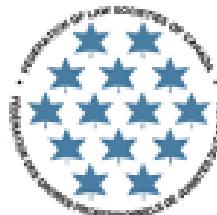


Tom Cromwell, Beverley
McLachlin et Andromache
Karakatsanis
**LES PRÉSIDENTES DU
COMITÉ**

Le présent rapport met en lumière les efforts déployés par le Canada en matière d'accès à la justice en 2024 et les tendances des dix dernières années. Les projets et les données exposés dans le présent rapport ont été communiqués au Comité d'action par des organisations du pays qui cherchent, par leurs efforts continus et leur engagement soutenu, à améliorer l'accès à la justice. Il existe de nombreuses organisations qui font progresser l'accès à la justice, qui ne participent pas encore à ce travail de collaboration. D'autres organisations n'ont peut-être pas communiqué la totalité de leurs nouvelles initiatives.

Pour connaître les faits saillants ces projets, veuillez consulter le rapport sur les faits saillants 2024 du ODJ à : www.objectifsdelaccesalajustice.ca.

Le Comité d'action est généreusement financé par:

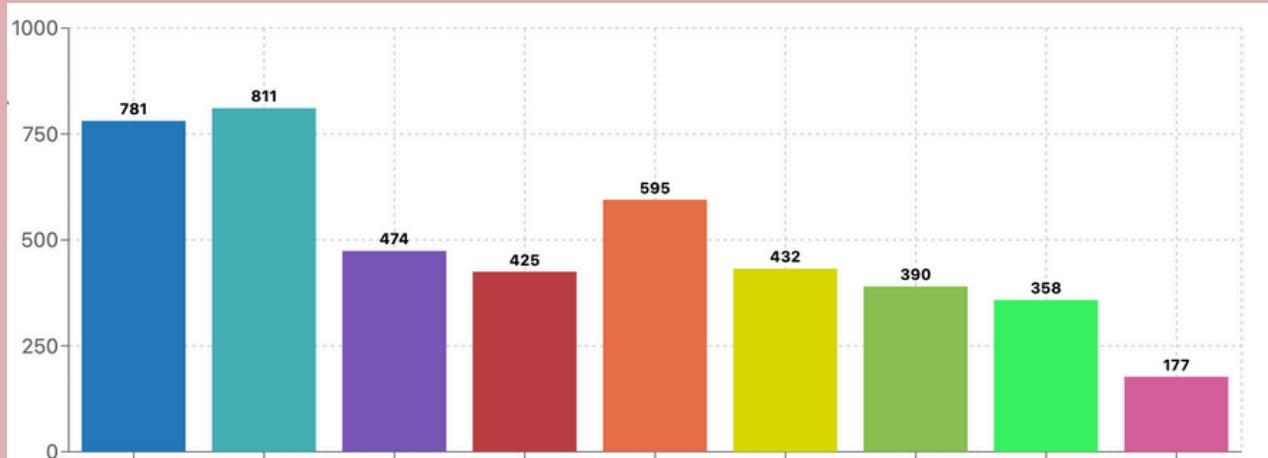


Department of Justice
Canada

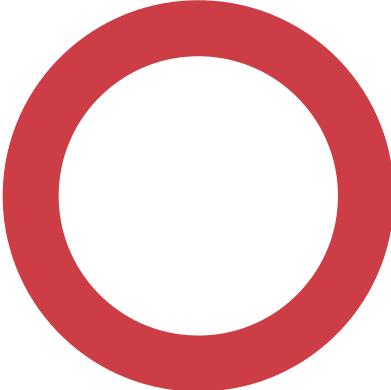
Ministère de la Justice
Canada



Le rapport du ODJ: l'histoire de l'impact



Le nombre de résultats obtenus pour atteindre chacun des objectifs depuis 2014



Comment nous sommes arrivés jusqu'ici: Évolution du comité d'action

2008

- La juge en chef McLachlin a créé le comité d'action

2014

- Publication de la feuille de route pour le changement, qui présente les objectifs de développement de la justice, sur la base des rapports des groupes de travail

2016



- Enquête de base auprès des organisations travaillant sur l'A2J
- Sommet - Montréal

2018

- Sommet - Ottawa
- Création d'un comité de mesure et de sommet
- Communautés de pratique
- Évaluation des besoins stratégiques du Comité d'action
- Rapport annuel sur l'état d'avancement des travaux des ODJs
- Campagne de médias sociaux « Justice pour tous »
- Semaine de l'accès à la justice (octobre)

2009-2012

- Des groupes de travail composés de représentants intersectoriels de tout le Canada ont effectué des recherches et préparé quatre rapports (prévention, triage et renvoi, simplification du processus judiciaire, accès aux services juridiques, droit de la famille)

2015

- Colloque national pour le lancement des objectifs - Toronto
- Mise en place de collaborations provinciales / territoriales
-

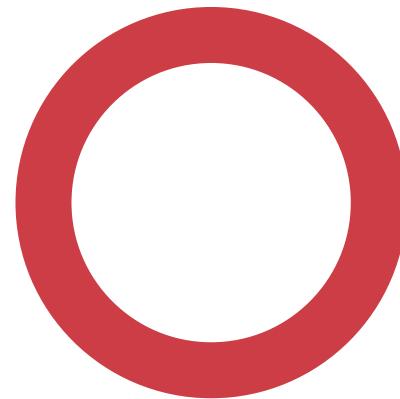
2017



- Publication d'une version en langage simple des ODJs et du site web destiné au public expliquant la nécessité et l'importance des objectifs
- Sommet - Vancouver
- Premier rapport d'étape sur les progrès des ODJs
- Lancement des communautés de pratique
- Inventaire des innovations
- Semaine de l'accès à la justice (octobre)
-

2019

- Sommet - Montréal
- Mise en place des comités des nominations, du sommet et des colloques
- Examen de la gouvernance
- Communautés de pratique
- Cartographie des données réalisée
- Recherche et rapport sur les indicateurs internationaux de l'A2J
- Collaboration avec Statistique Canada et Justice Canada sur l'enquête sur les besoins civils
- Enquête sur les progrès des ODJs
- Rapport annuel sur l'état d'avancement des travaux des ODJs
- Semaine de l'accès à la justice (octobre)



2020

- Sommet - Virtuel
- Communautés de pratique
- Colloques régionaux
- Outils d'éducation publique A2J
- Enquête sur les progrès et Rapport annuel sur l'état d'avancement des travaux des ODJs
- Semaine de l'accès à la justice (octobre)

2021

- Sommet - Virtuel
- Communautés de pratique
- Colloques régionaux sur la justice centrée sur les personnes
- Outils d'éducation publique A2J
- Enquête sur les progrès et Rapport annuel sur l'état d'avancement des travaux des ODJs
- Semaine de l'accès à la justice (octobre)
- La juge en chef McLachlin met fin à son rôle de présidente du comité d'action



2022

- Le juge Andromache Karakatsanis rejoint la présidence du comité d'action (janvier)
- Relevé d'avancement des JDG et rapport d'avancement annuel des JDG dans le nouveau format en ligne
- Sommet - Saskatoon
- Communautés de pratique
- Analyse de la recherche sur les données de StatsCan sur les problèmes juridiques canadiens
- Semaine de l'accès à la justice (octobre)

2023

- Sommet - Ottawa
- 10 e anniversaire de la publication de la Feuille de route pour le changement
- Processus de consultation avec les membres et le réseau d'accès à la justice
- Enquête sur l'état d'avancement des ODJ et rapport d'avancement annuel sur les ODJ
- Communautés de pratique
- Table sur le leadership éclairé
- Recherche et analyse de l'incidence de l'accès à la justice sur l'éducation juridique
- Semaine de l'accès à la justice (octobre)



2024

- Lancement de la Tournée d'écoute
- Processus de planification stratégique
- Enquête sur l'état d'avancement des ODJ et rapport d'avancement annuel sur les ODJ
- Table sur le leadership éclairé
- Semaine de l'accès à la justice (octobre)



Un aperçu de 2024

- **Quatre-vingt-six (86) organisations ont fait rapport sur 227 projets qui ont fait avancer l'accès à la justice en 2024.**
- **Ces organisations ont desservi 1 600 150 personnes.**
- **Un financement de 72 245 926 millions de dollars a été versé à des initiatives d'accès à la justice.**

Chaque année, le Comité d'action invite les gens à présenter un rapport sur leurs nouvelles activités de l'A2J. Cet aperçu donne les faits saillants de la dernière année. La liste complète des 227 nouveaux projets A2J partagés en 2024 est disponible en ligne à l'adresse: www.justicedevelopmentgoals.ca

Les objectifs en 2024

ODJ 1 – En 2024, les organismes de vulgarisation et d'information juridiques ont concentré leurs efforts sur la diffusion d'un maximum d'information au plus grand nombre possible de personnes. Des millions de personnes ont eu accès à des ressources d'aide juridique en ligne et par téléphone dans tout le pays. Les populations ciblées comme les personnes détenues et celles ayant besoin d'aide juridique en matière de santé mentale ont reçu un soutien particulier, et un nombre accru de personnes ont été formées pour fournir de l'aide juridique, y compris les bibliothécaires et les partenaires communautaires.

ODJ 2 – En 2024, les organismes d'accès à la justice ont travaillé en vue d'élargir les domaines dans lesquels ils fournissent des conseils juridiques et du soutien. Les cliniques et les travailleurs de l'aide juridique ont aidé des détenus à préparer des demandes de permission pour les absences temporaires, les parents qui ont été contactés au sujet de la sécurité de leurs enfants, et les clients qui se heurtent à des obstacles en matière d'accès à communiquer avec les tribunaux. Les cours, les tribunaux et les gouvernements ont facilité l'accès des gens à une aide communautaire globale et leur ont permis de percevoir des sommes qui leurs sont dues par l'entremise de procédures judiciaires.

ODJ 3 – Les cours et les tribunaux ont continu de trouver des façons de faciliter l'accès et la participation des gens, grâce à des portails électroniques, des options de règlement des différends en ligne, des décisions transparentes et faciles d'accès, ainsi que les aides à la pratique.

ODJ 4 – En 2024, bon nombre d'initiatives de droit de la famille en 2024 ont mis l'accent sur le règlement hors cours pour les familles vivant une crise. Les données, les preuves et les résultats d'évaluations, particulièrement en ce qui a trait au bien-être des enfants, ont constitué un aspect prédominant de la prise de décisions et des changements apportés aux systèmes de droit de la famille.

ODJ 5 – La collaboration a été une force pour les organisations d'accès à la justice en 2024. Les partenariats avec les organismes communautaires, les étudiants, les professionnels de la santé et d'autres organisations d'accès à la justice ont créé de nouveaux services et de nouvelles ressources. Un fort accent a été mis sur la collaboration avec les communautés autochtones et les organismes juridiques afin de favoriser des résultats en matière de justice dirigés par des Autochtones.

ODJ 6- En 2024, le secteur s'est concentré sur l'augmentation de la capacité des étudiants en droit et des professionnels d'appuyer une grande variété de besoins, et les bibliothèques de droit ont joué un rôle crucial dans cet apprentissage. Les étudiants en droit ont été actifs dans les cliniques juridiques et dans les programmes de spécialité.

ODJ 7 – Un grand nombre de projets pilotes stimulants ont été lancés en 2024, pour concevoir et mettre à l'essai de nouvelles approches de prestation de services d'accès à la justice. La recherche a porté essentiellement sur la réglementation en matière d'IA et a intégré l'IA à l'analyse de données et les nouveaux programmes pour la recherche axés sur la justice en matière de santé, l'alphabétisation des jeunes et les façons dont les publications sur les médias sociaux peuvent cerner les besoins en matière juridiques et les domaines où ces besoins ne sont pas comblés.

JDG 8 - Learning in 2024 was focused on person-centric A2J, sharing data, using measurement frameworks, and learning from evaluations. Understanding user needs continues to be at the centre of new research and dialogue.

JDG 9 - A record-setting more than \$148M was granted by Law Foundations in 2024 to advance A2J in Canada. A further \$72M was awarded by other organizations to advance A2J initiatives.



Réponses aux appels à l'action de la CVR

En réponse à la question « Comment votre organisation a-t-elle pris des mesures à l'égard de la réconciliation? », 25 organismes ont présenté leur approche :

- Tribunaux, bureaux de l'aide juridique et autres mesures de soutien en matière de justice dans les communautés des Premières Nations
- Plan de réconciliation organisationnelle
- Programmation externe pour les membres des communautés autochtones
- Formation professionnelle du personnel
- Guide éditorial pour la création de contenu lié au droit autochtone
- Création d'une direction sur la CVR au sein de l'organisation
- Identification des appels à l'action auxquels répondre et établissement d'un plan d'action
- Engagement auprès des dirigeants communautaires, des gouvernements, des Aînés et des Gardiens du savoir
- Les appels à l'action de la CVR sont intégrés dans tous les projets
- Éduquer et habiliter les parents autochtones à connaître leurs droits et à défendre leurs intérêts et ceux de leurs enfants, éduquer les professionnels
- Comprendre les différences dans l'application des lois au sein des communautés autochtones et y répondre
- Ressources créées en collaboration
- Cours obligatoire sur le droit autochtone dans les facultés de droit
- Organisation de sommets et de conférences avec un accent particulier sur l'accès à la justice pour les communautés autochtones
- Financement des organismes de justice dirigés par des Autochtones



Rapport sur les tendances après 10 ans d'action collaborative

Depuis l'appel du Comité d'action visant à prendre des mesures collaboratives centrées sur les personnes en matière d'accès à la justice :

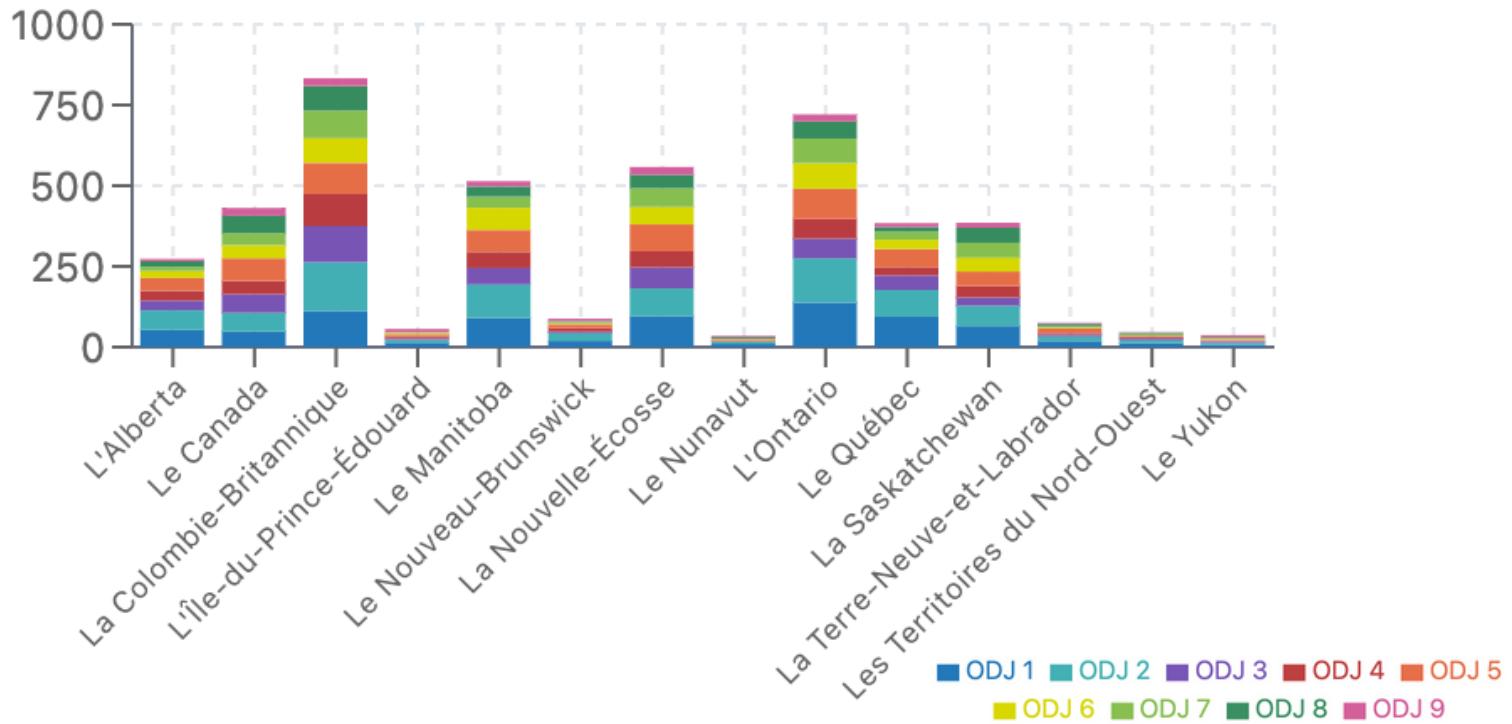
- **4443 résultats au titre des ODJ, découlant de 2031 nouveaux projets d'accès à la justice**
- **Les gens ont accédé à un nouveau service d'accès à la justice plus de 66 millions de fois depuis 2020**
- **1,4 milliard de dollars ont été investis dans l'accès à la justice.**

En 2014, le juge Tom Cromwell, alors président du Comité d'action, a voyagé dans tout le pays avec, en mains, la Feuille de route pour le changement, qui venait d'être publiée, appelant les institutions du secteur de la justice et les personnes engagées dans l'amélioration de l'accès à la justice à travailler ensemble à la réalisation d'un ensemble d'objectifs communs. Depuis, le Comité d'action a recueilli des données sur les nouvelles initiatives lancées chaque année pour faire progresser chacun des objectifs de développement en matière de justice. En 2016, il a mené une enquête de référence sur les activités en cours.

Chaque année depuis, les organisations ont été invitées à rendre compte de leurs nouvelles activités en matière d'accès à la justice.

Après 10 ans d'action et 8 rapports annuels, certaines tendances se dessinent et nous commençons à voir des progrès sur certains aspects de la crise de l'accès à la justice. Le rapport met en évidence de l'information sur chacun des neuf objectifs de développement en matière de justice, information tirée des données sur les innovations et les nouveaux programmes au cours des dix dernières années.

4443 résultats au titre des ODJ, découlant de 2031 nouveaux projets d'accès à la justice



L'Alberta	Le Canada	La Colombie-Britannique	L'Île-du-Prince-Édouard	Le Manitoba	Le Nouveau-Brunswick	La Nouvelle-Écosse	Le Nunavut	L'Ontario	Le Québec	La Saskatchewan	La Terre-Neuve-et-Labrador	Les Territoires du Nord-Ouest	Le Yukon
Total : 273	Total : 431	Total : 833	Total : 56	Total : 514	Total : 88	Total : 558							
ODJ 1 : 53	ODJ 1 : 49	ODJ 1 : 112	ODJ 1 : 14	ODJ 1 : 90	ODJ 1 : 20	ODJ 1 : 95							
ODJ 2 : 61	ODJ 2 : 57	ODJ 2 : 151	ODJ 2 : 9	ODJ 2 : 104	ODJ 2 : 23	ODJ 2 : 87							
ODJ 3 : 30	ODJ 3 : 58	ODJ 3 : 112	ODJ 3 : 4	ODJ 3 : 51	ODJ 3 : 5	ODJ 3 : 65							
ODJ 4 : 30	ODJ 4 : 41	ODJ 4 : 99	ODJ 4 : 6	ODJ 4 : 50	ODJ 4 : 11	ODJ 4 : 50							
ODJ 5 : 40	ODJ 5 : 70	ODJ 5 : 97	ODJ 5 : 7	ODJ 5 : 68	ODJ 5 : 12	ODJ 5 : 40							
ODJ 6 : 22	ODJ 6 : 41	ODJ 6 : 76	ODJ 6 : 4	ODJ 6 : 69	ODJ 6 : 4	ODJ 6 : 83							
ODJ 7 : 13	ODJ 7 : 37	ODJ 7 : 86	ODJ 7 : 2	ODJ 7 : 34	ODJ 7 : 3	ODJ 6 : 54							
ODJ 8 : 17	ODJ 8 : 54	ODJ 8 : 76	ODJ 8 : 0	ODJ 8 : 32	ODJ 8 : 3	ODJ 7 : 58							
ODJ 9 : 7	ODJ 9 : 24	ODJ 9 : 24	ODJ 9 : 10	ODJ 9 : 16	ODJ 9 : 7	ODJ 8 : 42							
						ODJ 9 : 24							
Le Nunavut	L'Ontario	Le Québec	La Saskatchewan	La Terre-Neuve-et-Labrador	Le Yukon	Les Territoires du Nord-Ouest							
Total : 35	Total : 721	Total : 384	Total : 385	Total : 75	Total : 37	Total : 46							
ODJ 1 : 10	ODJ 1 : 138	ODJ 1 : 94	ODJ 1 : 66	ODJ 1 : 19	ODJ 1 : 8	ODJ 1 : 12							
ODJ 2 : 7	ODJ 2 : 137	ODJ 2 : 83	ODJ 2 : 62	ODJ 2 : 14	ODJ 2 : 5	ODJ 2 : 10							
ODJ 3 : 0	ODJ 3 : 61	ODJ 3 : 45	ODJ 3 : 26	ODJ 3 : 6	ODJ 4 : 1	ODJ 4 : 6							
ODJ 4 : 2	ODJ 4 : 61	ODJ 4 : 26	ODJ 4 : 35	ODJ 4 : 6	ODJ 4 : 5	ODJ 3 : 5							
ODJ 5 : 5	ODJ 5 : 93	ODJ 5 : 55	ODJ 5 : 45	ODJ 5 : 13	ODJ 4 : 1	ODJ 4 : 6							
ODJ 6 : 1	ODJ 6 : 80	ODJ 6 : 30	ODJ 6 : 43	ODJ 6 : 4	ODJ 5 : 4	ODJ 5 : 2							
ODJ 7 : 1	ODJ 7 : 76	ODJ 7 : 25	ODJ 7 : 46	ODJ 7 : 2	ODJ 6 : 3	ODJ 6 : 1							
ODJ 8 : 5	ODJ 8 : 53	ODJ 8 : 14	ODJ 8 : 47	ODJ 8 : 8	ODJ 7 : 1	ODJ 7 : 5							
ODJ 9 : 4	ODJ 9 : 22	ODJ 9 : 12	ODJ 9 : 15	ODJ 9 : 3	ODJ 8 : 3	ODJ 8 : 3							
					ODJ 9 : 7	ODJ 9 : 2							

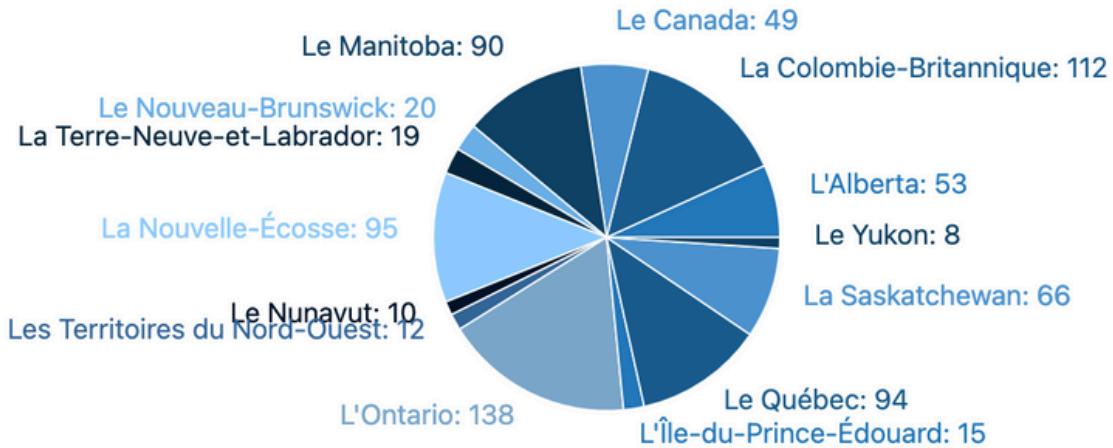
ODJ 1: Regler les problèmes juridiques de la vie quotidienne

1.1 Sensibiliser le plus tôt possible
Fournir de la vulgarisation juridique ciblée, gratuite et accessible au public sur des questions juridiques fréquentes, sur différents types de solutions et sur le processus visant à faire respecter les droits.

1.2 Prévenir
Favoriser les connaissances juridiques de manière à ce que les gens puissent déceler les problèmes juridiques le plus tôt possible, obtenir de l'aide préventive ou proactive et anticiper, éviter ou gérer les problèmes juridiques fréquents.

1.3 Offrir une continuité des services
Développer et étendre les services juridiques pour y inclure la continuité complète de l'information, des conseils, des lignes téléphoniques d'assistance, des services en ligne, des services en personne, ainsi qu'une représentation partielle ou complète.

1.4 Représenter la société canadienne
Instaurer les services dont les gens ont besoin dans les collectivités où ils habitent avec les ressources leur permettant de surmonter les obstacles auxquels ils font face.



Pour s'attaquer aux problèmes juridiques quotidiens, il faut être à l'écoute des problèmes juridiques courants que les gens rencontrent, des obstacles et des défis du système de justice et en apprendre davantage à leur sujet. Au cours des 10 dernières années, des organisations de partout au pays ont répondu à la difficulté que représente l'ODJ 1 afin de répondre à un plus grand nombre de besoins juridiques dès les premières étapes de la prévention. En Saskatchewan, cela s'est traduit par un accent accru sur les programmes de soutien aux personnes victimes de violence ou de harcèlement sexuels, ainsi que sur le soutien aux personnes ayant des identités intersectionnelles, y compris les femmes autochtones et les personnes trans et de diverses identités de genre. Au cours des neuf dernières années, 15 nouvelles initiatives ont été lancées pour aider les femmes et les personnes de diverses identités de genre à obtenir un accès préventif à des soutiens juridiques ou à de l'information accessible sur leurs droits.

ODJ 2: Répondre aux besoins juridique

811 nouveaux projets visaient à répondre aux besoins juridiques des gens.

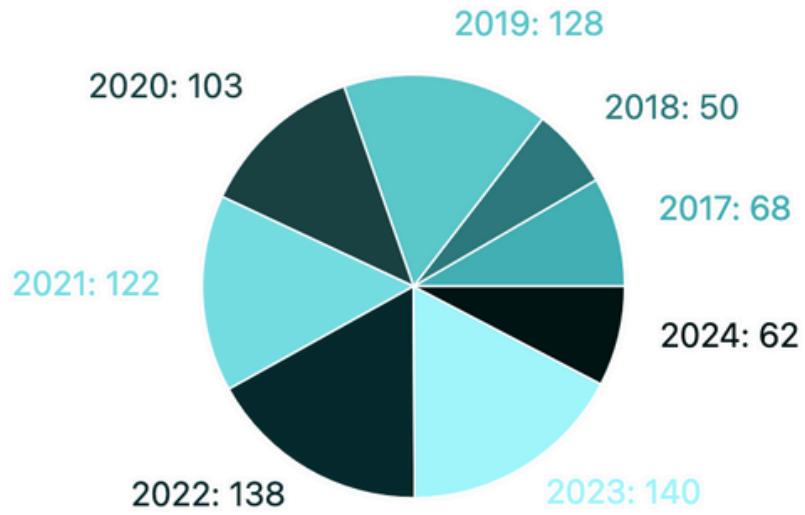
Répondre aux besoins juridiques signifie fournir la représentation concrète nécessaire lorsque les personnes tentent de s'y retrouver dans les questions juridiques. Depuis 2016, on constate une hausse notable des collaborations entre les organismes juridiques et les organismes de santé, en particulier les organismes de santé mentale, ainsi qu'une attention accrue portée aux réfugiés et au logement. Cette tendance à collaborer davantage avec les autres secteurs dénote une transition des services juridiques vers les endroits où se trouvent les gens qui font face aux obstacles les plus grands.

2.1 Mettre l'accent sur les besoins juridiques pour tous
Chercher à combler les lacunes en matière de services pour les services juridiques essentiels de base, notamment en droit de la famille, droit des successions, de l'emploi, du logement et de la consommation.

2.2 Encourager l'innovation
Développer et élargir les solutions de rechange pour obtenir de l'aide juridique, notamment différents types de professionnels, de partenariats ou de manières de travailler.

2.3 Élargir la portée de l'aide juridique
Rendre l'aide juridique accessible à davantage de personnes et faire en sorte qu'elle permette de traiter un éventail plus vaste de problèmes juridiques.

2.4 Mettre l'accent sur 'accès à law justice
Mettre l'accent sur la responsabilité des avocats et des parajuristes de remédier aux lacunes liées à l'accès à la justice.



ODJ 3: Renforcer l'efficacité des tribunaux

3.1 Assurer l'accès aux tribunaux

Les tribunaux doivent posséder des effectifs adéquats et être situés à proximité des citoyens pour faire en sorte que ceux-ci puissent avoir accès à un juge quand ils en ont besoin, particulièrement lorsque leurs droits fondamentaux et constitutionnels sont en jeu.

3.2 Faire la promotion des centres multiservices

Les palais de justice devraient offrir des services de médiation et de règlement des différends, ainsi que des services informels ou non juridiques pour faciliter un accès plus abordable et des solutions de rechange plus simples à toutes les étapes du processus.

3.3 Aider les personnes qui se représentent elle-mêmes

Les tribunaux devraient offrir des services aux personnes qui naviguent seules le système de justice, notamment des services de règlement rapide et des services d'information.

3.4 Gérer les affaires efficacement

Les échéanciers, les procédures simplifiées, l'expert unique et le nombre limité de témoins doivent être convenus, ou être des éléments sur lesquels les juges insistent, afin de faire bon usage du temps d'audience et encourager un règlement tôt dans le processus.

3.5 Être accessible et axé sur l'utilisateur

Les tribunaux et les procédures doivent être modernisés pour tenir compte des besoins du public, ce qui passe notamment par une meilleure utilisation de la technologie lorsque celle-ci peut accélérer ou faciliter le processus, sans ignorer les besoins des personnes vulnérables.

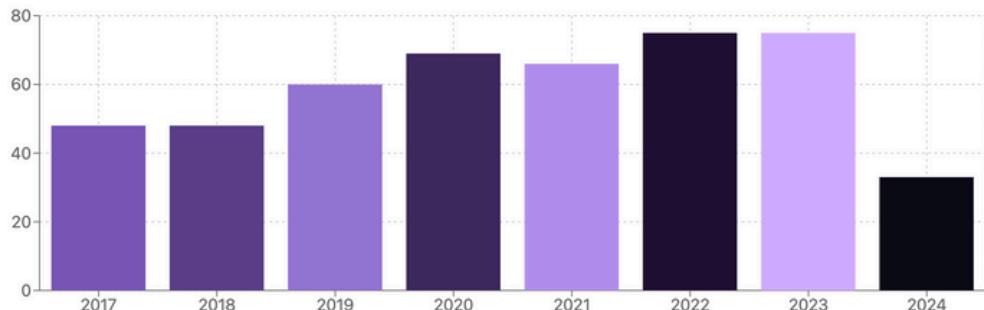
3.6 Protéger le principe de l'indépendance judiciaire

Veiller à ce que les améliorations du système n'interfèrent pas avec la capacité des juges à prendre des décisions indépendantes et éthiques afin de protéger les droits des individus.

474

nouvelles initiatives ont eu une incidence sur le fonctionnement des tribunaux dans les 10 dernières années

Les tribunaux de tout le pays se sont mobilisés pour améliorer leur fonctionnement. Outre les collaborations et les programmes axés sur les communautés rurales et isolées, d'importants progrès ont été réalisés dans le traitement des arriérés et la simplification des procédures judiciaires. L'accent mis sur les petites créances, la médiation, la planification et les formulaires a multiplié les possibilités pour les citoyens de faire traiter rapidement leurs litiges devant les tribunaux et de les régler rapidement. La pandémie de COVID-19 a accéléré l'innovation dans les tribunaux en imposant de nouvelles façons de penser.



ODJ 4: Améliorer la justice familiale

4.1 Offrir une vaste gamme de services

Rendre les services en droit familial plus faciles à trouver, notamment le triage, l'intervention précoce, les processus intégrés et collaboratifs, les séances sur la parentalité et les services financiers.

4.2 Faire la promotion du règlement consensuel

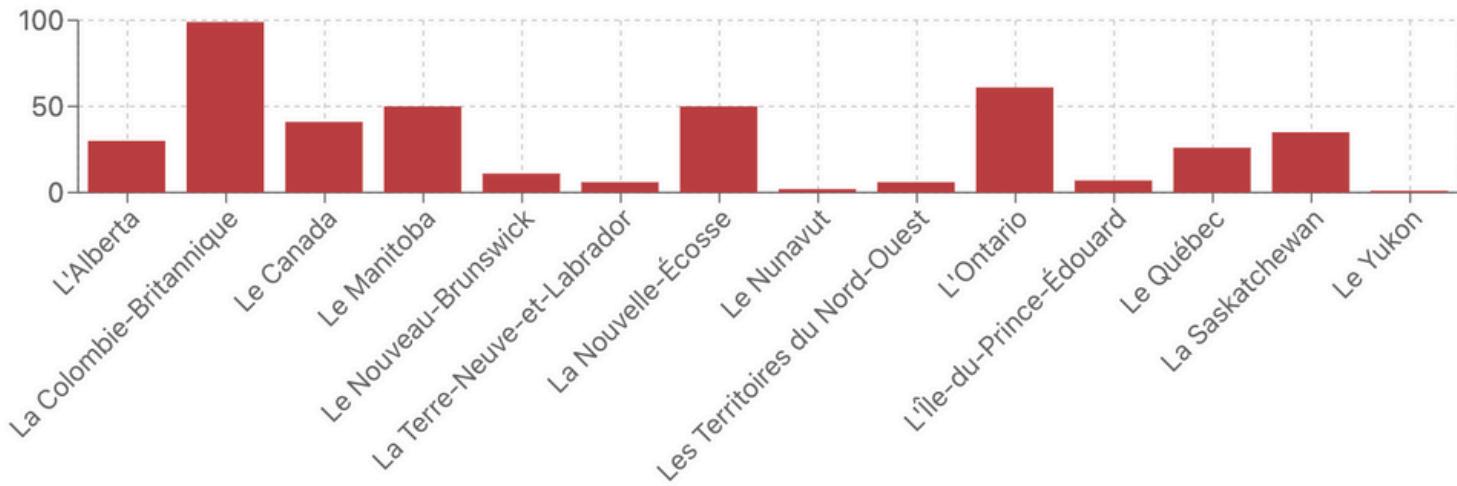
Développer et promouvoir la gestion proactive des problèmes familiaux, ainsi que des approches et des services davantage consensuels, tout en gardant l'accent sur la sécurité.

4.3 Innovate

Sensibiliser le public aux approches moins adversariales et les encourager à faire l'expérience des nouveaux services et processus pour créer des occasions de résolution consensuelle.

4.4 Restructure family courts

Regrouper tous les aspects du droit de la famille au même endroit, notamment la séparation, la garde et l'accès, et le divorce, idéalement sous la responsabilité d'un seul juge.

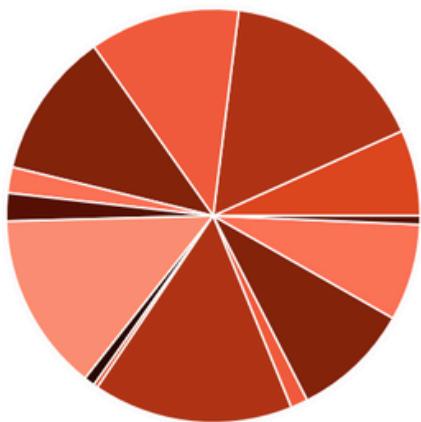


La crise d'accès aux services d'aide et de règlement en droit de la famille a très tôt favorisé l'innovation dans l'appel à l'action collaboratif. Dans les premières années qui ont suivi la création du Comité d'action, le rapport initial et la mise sur pied des groupes de collaboration provinciaux-territoriaux, les efforts se sont concentrés sur le droit de la famille. Plus récemment l'innovation dans le domaine du droit de la famille a mis l'accent sur une vaste collaboration intersectorielle visant à répondre à certaines des difficultés les plus persistantes dans ce domaine, notamment les effets particulièrement néfastes des différends familiaux sur les enfants. Les activités menées dans le cadre de cet objectif reflètent à la fois l'accent mis initialement sur des projets évidents et indispensables et, plus récemment, l'engagement à travailler ensemble pour s'attaquer aux véritables difficultés, maintenant que la première vague d'initiatives a été mise en place.

424

nouvelles initiatives de droit de la famille
depuis 2014

ODJ 5: Travailler ensemble



5.1 Cordonner les efforts

Rassembler toutes les organisations qui travaillent en matière d'accès à la justice dans chaque province ou territoire pour mettre l'accent sur les solutions locales.

5.2 Inclure tout le monde

Faire participer les grandes institutions (tribunaux, gouvernements), les groupes professionnels (associations d'avocats), les groupes communautaires et les organisations sans but lucratif (cliniques, VJJ), les universitaires et les particuliers pour trouver des approches nouvelles et créatives.

5.3 Être audacieux, passer à l'action

Une coordination locale et nationale doit diriger, agir et inspirer les autres à s'attaquer au problème de l'accès à la justice.

5.4 Collaborer au sein des institutions

En plus d'être une préoccupation de l'ensemble du système de justice, l'accès à la justice doit être une préoccupation au cœur des organisations de juges, des associations d'avocats et de parajuristes, des tribunaux et des institutions.

5.5 Cordonner dans l'ensemble du Canada

Poursuivre sur notre lancée et maintenir une attention soutenue à l'égard de ces questions dans l'ensemble du pays, en complément de l'activité locale et régionale.

L'appel à travailler ensemble de l'ODJ 5 a motivé l'établissement de nouvelles sortes de partenariats partout au pays. À peine deux ans après l'appel à l'action les treize provinces et territoires du Canada avaient tenu des réunions collaboratives afin de rapprocher les institutions et les personnes qui fonctionnaient auparavant en vase clos afin de commencer à envisager des solutions pratiques, centrées sur les gens. Ces dernières années, les organisations se sont davantage concentrées sur la collaboration en matière de partage des données et sur les nouveaux modèles de service.

■ L'Alberta (40) ■ La Colombie-Britannique (97) ■ Le Canada (70) ■ Le Manitoba (68) ■ Le Nouveau-Brunswick (12)
■ La Terre-Neuve-et-Labrador (13) ■ La Nouvelle-Écosse (83) ■ Le Nunavut (5) ■ Les Territoires du Nord-Ouest (2)
■ L'Ontario (93) ■ L'Île-du-Prince-Édouard (8) ■ Le Québec (55) ■ La Saskatchewan (45) ■ Le Yukon (4)

595 nouveaux projets ont favorisé la collaboration dans les différentes institutions et les provinces et territoires

ODJ 6: Se donner les moyens

432

nouveaux projets comprenaient l'éducation des élèves de niveau secondaire ou des étudiants en droit, qui constituent la prochaine génération de professionnels du droit, afin de les préparer à relever les défis de l'accès à la justice.

Se donner les moyens d'aborder la question de l'accès à la justice s'est articulé autour de deux axes : d'une part, accroître la capacité des jeunes à comprendre leurs problèmes juridiques et à prendre des mesures précoce pour les éviter ou les résoudre tout au long de leur vie, et d'autre part, renforcer la capacité des professions auxquelles les gens s'adressent lorsqu'ils ont des problèmes juridiques. Les dix dernières années ont été marquées par des initiatives concrètes et novatrices dans les deux cas. Le Comité d'action a mené des recherches sur les répercussions des possibilités cliniques et universitaires portant sur l'accès à la justice et a reçu de la rétroaction directe de la part des étudiants sur l'effet qu'a eu leur exposition aux questions d'accès à la justice durant leurs études en droit : 68% d'entre eux ont même affirmé que cette exposition a influencé leurs plans de carrière.

« Avant d'entrer à la faculté de droit, je me voyais devenir avocat et travailler dans un cabinet. Maintenant, j'espère pouvoir continuer à faire du bénévolat, même en tant que praticien. Je ne sais pas encore comment, mais je veux vraiment être une force positive pour les questions d'accès à la justice, même quand j'aurai été admis au barreau. Récemment, je me suis intéressé aux discussions sur les façons dont la technologie peut améliorer l'accès à la justice. Je ne sais pas encore comment je peux jouer un rôle, mais j'y réfléchis. »
(Étudiant en droit 1L)

~ L'accès à la justice et la formation juridique, Comité d'action 2003. www.justicedevelopmentgoals.ca.resources

6.1 Sensibiliser les étudiants en droit et les professionnels du droit

Offrir une formation sur l'accès à la justice, sur les approches nouvelles, sur les situations sociales changeantes, et sur les compétences requises pour répondre aux besoins du public, en début comme en cours de carrière.

6.2 Promouvoir l'éducation juridique à l'école

Introduire des connaissances juridiques à l'école primaire et secondaire pour préparer les élèves à faire face aux problèmes juridiques tout au long de leur vie. Offrir de la formation sur les questions touchant l'accès à la justice dans les programmes postsecondaires en vue d'intégrer les services juridiques, sociaux, de santé et d'éducation.

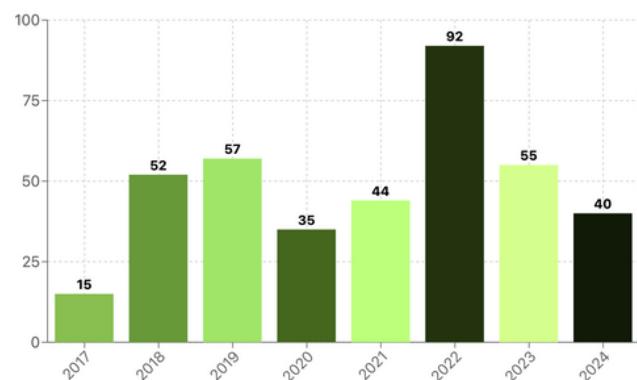
ODJ 7: Innover

390 approches novatrices de l'accès à la justice au cours des dix dernières années, intégraient des nouvelles technologies et de nouveaux modèles de service

L'étendue de l'innovation technologique dans le secteur de la justice comprend une longue liste de projets particuliers, de partenariats avec des développeurs de nouvelles applications simplifiant des étapes distinctes dans un processus juridique ou explorant de différentes façons de faire. On peut constater certaines des répercussions durables de cet accent mis sur l'innovation dans la création de bacs à sable pour la réglementation et l'innovation en Colombie-Britannique, en Ontario et au Québec, où les barreaux ont créé des environnements encourageant l'innovation, notamment des projets dans le cadre desquels les avocats et les parajuristes travaillent différemment. Des incubateurs comme le LIZ (Toronto), ACE (Victoria), et Cyberjustice (Montréal) favorisent le développement d'une génération d'avocats qui voient la technologie comme faisant partie de leurs solutions de pratique. L'intelligence artificielle, initialement exploitée pour aider les avocats à travailler plus rapidement ou plus facilement, est maintenant utilisée pour accroître l'accès à la justice grâce à des robots conversationnels génératifs, à des outils de recherche pour les plaideurs se représentant eux-mêmes et à des outils pour le public.

7.1 Faire un suivi sur ce qui fonctionne
Créer une culture de l'innovation au sein du système de justice, en mettant l'accent sur les nouvelles idées et en tirant des leçons des réussites et des échecs.

7.2 Faire part des bonnes idées
Faire la promotion de la mise en commun de nouveaux modèles, de nouvelles idées et des réussites afin d'amplifier les effets de l'innovation.



La hausse des nouveaux efforts dans le cadre de cet objectif en 2022 peut être attribuable aux innovations apportées en réponse aux restrictions liées à la COVID-19, comme les services adaptés par les institutions et les organisations ou les leçons tirées des premières restrictions sur les modèles de service en personne.

ODJ 8: Analyser et tirer des leçons

De plus en plus reconnue comme un axe de recherche essentiel, la recherche axée sur l'accès à la justice a gagné en attention, en financement et en priorité au sein du monde universitaire. Les publications, les conférences et les projets de recherche multi-institutionnels offrent désormais aux professeurs et aux chercheurs la possibilité d'adopter une approche centrée sur les personnes dans leurs travaux dans les facultés de droit et les départements de sciences sociales. L'enquête canadienne sur les problèmes juridiques de 2021 (ECPI), mené par Statistique Canada a établi des données de référence sur les besoins en matière d'A2J d'un océan à l'autre.

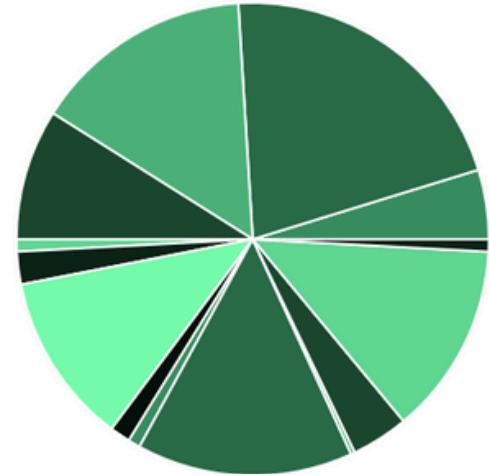
Répondant à l'appel pour plus de centres d'excellence en matière d'accès à la justice, ACE, CREATE, FCJC et Cyberjustice génèrent tous de nouvelles recherches et hébergent des dépôts de publications et de données.

8.1 Élaborer des indicateurs

Établir des données de référence et des indicateurs normalisés pour développer une compréhension partagée des services, des modèles et des besoins juridiques.

8.2 Collaborer avec les chercheurs dans tous les domaines

Coordonner la recherche entre les institutions et les universités, et entre les experts en sciences sociales, les économistes, les utilisateurs du système et les institutions juridiques en vue de mieux comprendre les problématiques.



■ L'Alberta (17) ■ La Colombie-Britannique (76) ■ Le Canada (54)
■ Le Manitoba (32) ■ Le Nouveau-Brunswick (3)
■ La Terre-Neuve-et-Labrador (8) ■ La Nouvelle-Écosse (42) ■ Le Nunavut (5)
■ Les Territoires du Nord-Ouest (3) ■ L'Ontario (53) ■ L'Île-du-Prince-Édouard (1)
■ Le Québec (14) ■ La Saskatchewan (47) ■ Le Yukon (3)

Tout comme l'accès à la justice est axé sur la justice axée sur les personnes, les preuves de succès sont également axées sur la justice centrée sur les personnes. Les organisations en 2024 ont indiqué que leur principale source de données probantes pour comprendre l'impact et le succès étaient des témoignages d'utilisateurs et des commentaires obtenus au moyen d'outils tels que des évaluations des besoins, des sondages, des statistiques et des entrevues.

nouveaux efforts depuis 2014 afin de recueillir et partager des données et de mener des recherches pour mieux comprendre ce qui fonctionne et ce qui est nécessaire

ODJ 9: Améliorer les stratégies de financement

9.1 Assurer une coordination pour dépenser intelligemment Savoir quels sont les coûts réels associés aux problèmes juridiques et répartir le financement pour prévenir les problèmes juridiques et minimiser la demande relative aux autres services sociaux.

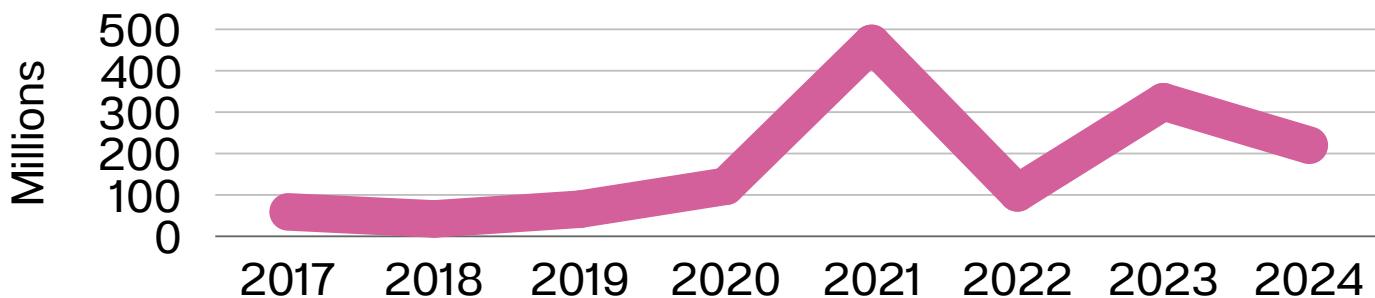
9.2 Mieux financer l'aide juridique

Accroître le financement de l'aide juridique, afin de rendre davantage de personnes admissibles et d'élargir le type de problèmes juridiques pouvant être traités.

9.3 Faire en sorte que l'argent dure le plus longtemps possible Maintenir l'accent sur l'accès à la justice pour veiller à ce que les améliorations soient durables et que les changements soient financés indéfiniment.

\$1.4B

Depuis 2014, plus de 1,4 milliard de dollars ont été affectés à l'avancement de l'accès à la justice au Canada.



Au cours des dix dernières années, l'accès à la justice a fait l'objet d'une attention plus coordonnée et soutenue en tant que domaine de financement essentiel et permanent. Les fondations de droit de tout le pays ont lancé des fonds pour l'accès à la justice, ajouté de nouveaux critères de sélection afin de mieux comprendre l'incidence des demandes de subvention sur les personnes qu'elles servent, ou coordonné leur approche pour appuyer les initiatives nationales. Le Fonds McLachlin, lancé en 2019, est un fonds consacré à l'innovation en matière d'accès à la justice, créé en l'honneur de la fondatrice du Comité d'action, la très honorable Beverley McLachlin. Le financement public de l'accès à la justice est également passé de subventions axées sur des projets à une approche plus intégrée des besoins des utilisateurs et centrée sur les personnes dans le cadre d'un financement durable de la justice.

En 2024, le Comité d'action a invité les participants à l'enquête sur les ODJ à proposer des mesures qu'il pourrait prendre pour aider à faire progresser l'accès à la justice. Voici quelques-unes des réponses reçues :

- Rassembler la communauté d'accès à la justice
- Soutenir, promouvoir et compiler les données et la recherche sur l'accès à la justice
- Créer des questions normalisées de mesure et de collecte de données sur l'accès à la justice que les organisations peuvent utiliser
- Soutenir les collaborations dans le secteur juridique
- Favoriser les collaborations avec les organisations externes au secteur juridique
- Mener des initiatives nationales de recherche sur l'accès à la justice
- Coordonner les sources de financement

PLANS STRATÉGIQUE 2024-2026 DU COMITÉ D'ACTION

Engagement

Nous nous efforcerons de renforcer notre collaboration et notre engagement entre les membres et le Comité directeur du Comité d'action, entre les provinces et les territoires, dans toutes les disciplines et tous les secteurs, ainsi qu'à l'échelle internationale, afin de nous aider à concevoir et à offrir des services et de l'information en matière de justice qui placent les besoins et les expériences des gens au cœur de notre réflexion sur la justice.

Communication efficace

L'impact du Comité d'action dépend d'un leadership et d'un plaidoyer visibles. Nous veillerons à ce que les messages soient transmis plus efficacement à nos membres et au public, en réorganisant notre bulletin d'information et notre site Web, et en élaborant de nouvelles avenues pour soutenir des communications significatives et interactives dans toutes les régions. Nous travaillerons également à une campagne de communication sur un système de justice centré sur les personnes, en s'appuyant sur les commentaires de la Tournée d'écoute.

Transformer notre approche

Le Comité d'action donnera l'exemple et servira d'ambassadeur d'une approche centrée sur les personnes qui place les besoins et les expériences des gens au centre de notre façon de penser la justice, et de concevoir et de fournir des services et de l'information en matière de justice.

Recherche et mesure

Les données, la recherche et la mesure sont essentielles pour s'assurer que des ressources limitées sont allouées aux mesures les plus prometteuses. Le Comité d'action s'efforcera de partager les résultats de la recherche et de l'évaluation de l'accès à la justice afin que les décideurs et la communauté de l'accès à la justice aient l'information dont ils ont besoin et qu'ils ne soient pas en train de "réinventer la roue". Nous élaborerons également des indicateurs pour évaluer l'impact du comité d'action et soutiendrons l'élaboration d'outils de mesure pour les partenaires.

Durabilité et financement

Le Comité d'action s'efforcera d'élargir ses sources de financement afin de soutenir l'infrastructure nécessaire à l'atteinte efficace de ses objectifs stratégiques.

QUI FAIT LE TRAVAIL? 413 ORGANISMES D'ACCÈS À LA JUSTICE ONT PRÉSENTÉ LEURS PROJETS ET LES DONNÉES PRISES EN COMPTE DANS LE PRÉSENT RAPPORT DEPUIS 2018.

221A	Central Alberta Legal Clinic Foundation
Aboriginal Legal Services	Centre communautaire juridique de Montréal
Access Pro Bono Society of BC	Centre de justice de proximité
Access to Justice & Law Reform Institute of Nova Scotia	Centre for Public Legal Education Alberta (CPLEA)
Access to Justice BC - Transform the Family Justice System	Centre for Public Legal Education Alberta (CPLEA)
Collaborative	Chambre des notaires du Québec
Access to Justice British Columbia (A2JBC)	Christie Refugee Welcome Centre
Access to Justice Centre for Excellence, University of Victoria, Faculty of Law"(ACE)"	Civil Resolution Tribunal
Access to Justice Steering Committee of NL/Public Legal Information	Clinique interdisciplinaire en droit social de l'Outaouais (CIDSO)
Association of NL/Public Legal Education Association of Canada	Clinique juridique francophone d'Ottawa (CJFO) du Centre des services communautaires Vanier (CSC Vanier)
Action Committee on Access to Justice in Civil and Family Matters	Clinique juridique itinérante
Administrative Tribunals Support Service of Canada (ATSSC)	Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse
Advocacy Centre for Tenants Ontario	Commission des services juridiques
Advocates' Society	Community & Legal Aid Services Programme
Aftermetoo	Community Advocacy & Legal Centre
Alberta Court of Justice	Community Justice Collective
Alberta Law Foundation	Community Legal Aid and Legal Assistance of Windsor
Alberta Law Libraries	Community Legal Assistance Services for Saskatoon Inner City Inc. (CLASSIC)
Alberta Ministry of Justice and Solicitor General	Community Legal Education Association (Manitoba) Inc.
All My Relations Indigenous Society	Community Legal Education Ontario/ Éducation juridique communautaire Ontario (CLEO)
Alternative Dispute Resolution Institute of Saskatchewan	Community Legal Information Association of Prince Edward Island
AMFQ	Community Legal Services of Ottawa / Services juridiques communautaires d'Ottawa
Amici Curiae Friendship Society	Community Legal Services, Faculty of Law, Western University
Antigonish Women's Resource Centre	Community Living Ontario
Arts / Culture	Community Sector Network of PEI
Association des Avocats de Province	Community Unemployed Help Centre
Association des juristes d'expression française de l'Ontario	Comox Valley Community Justice Centre
Association des juristes d'expression française du Manitoba	COMPASS Refugee Centre
Association of Community Legal Clinics of Ontario	Concilio Prison Ministry
Association of Legal Aid Plans	Copyright Board of Canada
Association professionnelle des notaires du Québec (APNQ)	Court of Appeal for British Columbia
Atira Women's Resource Society	Court of Appeal for Ontario
Avalon Sexual Assault Centre	Court of Appeal for Prince Edward Island
Barbra Schlifer Commemorative Clinic	Court of Appeal for Saskatchewan
Barreau de Montréal	Court of Appeal for the Northwest Territories
Barreau du Québec	Court of Appeal of Alberta
Battered Women's Support Services	Court of Appeal of Manitoba
BCCollaborative Roster Society	Court of Appeal of Newfoundland and Labrador
BC Family Justice Innovation Lab (Family Justice Innovation Lab Society)	Court of Appeal of Quebec
BC First Nations Justice Council	Court of King's Bench of Alberta
BC Ministry of Attorney General	Court of Quebec (QCCQ)
BC Society of Transition Houses	Court of Queen's Bench for Manitoba
Beesley Garhns	Court of Queen's Bench for Saskatchewan
Better Justice Lab	Court of Queen's Bench of Alberta
Black Femme Legal	Courthouse Libraries BC
Black Law Students' Association of Canada	Courts Division, Manitoba Justice
Black Opportunity Fund	Coverdale Courtwork Society
British Columbia Human Rights Tribunal	CREATE Justice and Saskatchewan Access to Justice Network
British Columbia Utilities Commission	Curateur public du Québec
BullyFreeBC	Dalhousie Legal Aid Service
Calgary Legal Guidance	Dalhousie University - Schulich School of Law
Calgary Women's Emergency Shelter	David Asper Centre for Constitutional Rights, University of Toronto
CAMH	Defund 604 Network (For Justice for Jared)
Canadian Association of Black Lawyers	Department of Justice Canada
Canadian Association of Provincial Court Judges	Department of Justice, Nunavut
Canadian Association of Provincial Court Judges--Access to Justice Committee	Disability Justice Network of Ontario (DJNO)
Canadian Bar Association	Downtown Eastside Single Room Occupancy Collaborative Society
Canadian Bar Association - Alberta Branch	Downtown Legal Services, University of Toronto Faculty of Law
Canadian Bar Association: Access To Justice Subcommittee	Durham Community Legal Clinic
Canadian Centre for Housing Rights	Dze I k'ant Friendship Centre Society
Canadian Civil Liberties Education Trust	East Coast Environmental Law Association
Canadian Forum on Civil Justice (CFC) / Forum canadien sur la justice civile (FCJC)	East Coast Prison Justice Society (ECPJS)
Canadian Institute for the Administration of Justice	Edmonton Community Legal Centre
Canadian National Institute for the Blind Foundation	Éducaloï
Canadian Radio-television and Telecommunications Commission	Elimin8Hate (Vancouver Asian Film Festival)
Capital Rainbow Refuge	Elizabeth Fry Cape Breton
Cassidy Centre for Educational Justice, Simon Fraser University	Elizabeth Fry Society of Mainland Nova Scotia
CatalystsX	Elizabeth Fry Society of New Brunswick
CDVC (Calgary Domestic Violence Collective)	Elizabeth Fry Society of Northwestern Ontario

QUI FAIT LE TRAVAIL? 413 ORGANISMES D'ACCÈS À LA JUSTICE ONT PRÉSENTÉ LEURS PROJETS ET LES DONNÉES PRISES EN COMPTE DANS LE PRÉSENT RAPPORT DEPUIS 2018.

Elizabeth Fry Society of Peterborough
Elizabeth Fry Society of Saskatchewan
Elliot Lake and North Shore Community Legal Clinic
Employment and Assistance Appeal Tribunal
Environmental Appeal Board, Forest Appeals Commission, and Oil and Gas Appeal Tribunal
EPIC Society
Équijustice
Evolve Law
Executive Office of the Nova Scotia Judiciary / Nova Scotia Courts
FACULTÉ DE DROIT, UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL; LABORATOIRE SUR LES ACTIONS COLLECTIVES
Family Advocacy Support Centre
Family Justice Innovation Lab Society (BC)
Family Law Information Centre (SK Family Justice Services)
Family Law Limited Scope Services Project
Family Resolution Service
FCJ Refugee Centre
Federation of Law Societies
Filipino Canadian Lawyers Network
First Nations Family Advocate Office
Fondation du Barreau du Québec
Foundation for a Path Forward
Government of Alberta
Government of Manitoba
Government of Newfoundland and Labrador
Government of Northwest Territories
Government of Prince Edward Island
Government of the Northwest Territories
Government of Yukon
Grey-Bruce Community Legal Clinic
Halifax Regional Municipality Youth Advocate Program
Healing of the Seven Generations
Healthy Muslim Families
Hellenic Canadian Lawyers' Association
Holy Names House of Peace
Hua Foundation
Immigrant Services Society of BC
Immigration and Refugee Board
Indigenous Peoples Resilience Fund (IPRF)
Innocence Canada
IQRDJ - Institut de réforme du droit et de la justice
Jafari Law
Jeune Barreau de Montréal (JBM)
John Howard Society of Saskatchewan
Jo Shn Howard Society of Simcoe & Muskoka
John-Paul Boyd Arbitration Chambers, Canadian Research Institute for Law and the Family
Justice Avenues
Justice Education Society of BC
Justice for Children and Youth
Justice Pro Bono
Justice Sector Constellation
Ka:yu:k't'h/Che:k'tles7et'h' First Nations (KCFN)
Ken Chasse, lawyer
Kensington-Bellwoods Community Legal Services
Kijicho Manito Madouskarini Algonquin First Nation
L. Kerry Vickar Business Law Clinic (operated by Faculty of Law, University of Manitoba)
Laadliyan, Celebrating & Empowering Daughters
Lakehead University Community Legal Services
Law Commission of Ontario
Law Commission of Saskatchewan
Law Foundation of British Columbia
Law Foundation of Newfoundland and Labrador
Law Foundation of Nova Scotia
Law Foundation of Ontario
Law Foundation of Prince Edward Island
Law Foundation of Saskatchewan
Law in Action Within Schools
Law Library Hub
Law Society of Alberta
Law Society of British Columbia
Law Society of Manitoba
Law Society of New Brunswick
Law Society of Newfoundland
Law Society of Nunavut
Law Society of Ontario - The Action Group on Access to Justice
Law Society of PEI
Law Society of Prince Edward Island
Law Society of Saskatchewan
Law Society of the Northwest Territories
Law Society Yukon Access to Justice Committee
Law Students' Legal Advice Program, Peter Allard School of Law
Le Programme de pratique du droit de l'Université d'Ottawa
Leave Out Violence (LOVE)
Legal Aid Alberta
Legal Aid BC
Legal Aid Commission of the NWT
Legal Aid Manitoba ~ L'Aide Juridique du Manitoba
Legal Aid Nunavut
Legal Aid Ontario (LAO)/ Aide Juridique Ontario (AJO)
Legal Aid Saskatchewan
Legal Assistance of Windsor and Community Legal Aid
Legal Clinic of Guelph and Wellington County
Legal Help Centre of Winnipeg Inc.
Legal Information and Resource Network
Legal Information Society of Nova Scotia
Legal Services Society (Legal Aid BC)
Lethbridge Legal Guidance (LLG)
Level Justice
Lexum
Low Income Family Empowerment Sole-support Parents Information Network (LIFE*SPIN)
Luke's Place Support and Resource Centre for Women and Children
Madhu Verma Migrant Justice Centre
Mainline Needle Exchange
Manitoba Bar Association
Manitoba Court of Appeal
Manitoba Justice
Manitoba Justice, Family Resolution Service, Courts Division
Manitoba Law Commission
Manitoba Law Foundation
Manitoba Legal Clinic for the Arts
Manitoba Ministry of Justice
Manitoba's Access to Justice Steering Committee
Marguerite Centre
Mastercard Foundation
Mediate BC
Mediate BC Society
Mediation Services
Métis Nation of Ontario
Migrant Workers Centre
Ministère de la Justice du Québec
Ministry of Attorney General and Minister responsible for Housing
Muslim Legal Support Centre
National Associations Active in Criminal Justice (NAACJ) Project
National Self-Represented Litigants Project (NSRLP)
New Brunswick - Department of Justice and Public Safety
New Brunswick Court of Appeal
New Brunswick Court of Queen's Bench
New Brunswick Department of Justice and Public Safety
New Brunswick Human Rights Commission
New Brunswick Law Foundation
New Brunswick Ministry of Justice
New Brunswick Refugee Clinic
Newfoundland and Labrador Access to Justice Steering Committee and Public Legal Information Association of NL
Newfoundland and Labrador Department of Justice and Public Safety
Nishnawbe-Aski Legal Services Corporation
North Shore Pro Bono Society
Northwest Territories Department of Justice
Northwest Territories Legislative Assembly
Nova Scotia Barristers' Society
Nova Scotia Court of Appeal
Nova Scotia Courts

QUI FAIT LE TRAVAIL? 413 ORGANISMES D'ACCÈS À LA JUSTICE ONT PRÉSENTÉ LEURS PROJETS ET LES DONNÉES PRISES EN COMPTE DANS LE PRÉSENT RAPPORT DEPUIS 2018.

- Nova Scotia Department of Justice
Nova Scotia Human Rights Commission
Nova Scotia Legal Aid
Nova Scotia Legal Aid Commission
NS Access to Justice Co-ordinating Committee
Nunavut Court of Appeal
Nunavut Department of Justice
Nunavut Law Foundation
NWT Access to Justice Committee
NWT Law Foundation
Office of the Information and Privacy Commissioner of Alberta
Office of the Privacy Commissioner of Canada
Okanagan Advocacy and Resource Society
Ontario Court of Justice
Ontario Family Law Limited Scope Services Project
Ontario Justice Education Network ~ Réseau Ontarien d'Education Juridique
Ontario Ministry of the Attorney General
Ontario Superior Court of Justice
Ontario's Family Law Limited Scope Services Project
Osgoode Hall Law School - Investor Protection Clinic
Outreach Legal Aid Clinic, Legal Aid Commission of the Northwest Territories, Department of Justice, Government of the NWT
Pacific Immigrant Resources Society
Panko Collaborative Law & Mediation
Parents of Black Children
Partners for Planning
PEI Human Rights Commission
People's Law School
Peter A. Allard School of Law, UBC
Pivot Legal Society
Poetic Justice Foundation
Prince Edward Island Court of Appeal
Prince Edward Island Department of Justice and Public Safety
Prince George Urban Aboriginal Justice Society
Pro Bono Law Alberta
Pro Bono Law Saskatchewan
Pro Bono Ontario
Pro Bono Students Canada (PBSC)
Probono Inmate Appeal Program
Programme de pratique du droit, Université d'Ottawa
Property Assessment Appeal Board
Provincial Association of Transition Houses and Services of Saskatchewan (PATHS)
Provincial Court of Alberta
Provincial Court of British Columbia
Provincial Court of Manitoba
Public Interest Law Centre
Public Legal Education and Information Service of New Brunswick ~ Service public d'éducation et d'information juridiques du Nouveau-Brunswick
Public Legal Education Association of Saskatchewan (PLEA)
Public Legal Information Association of NL and Access to Justice Steering Committee for NL
Quebec Court of Appeal
Quebec Ministry of Justice
Quebec Superior Court
Queen's University, Faculty of Law
Racial Equity Screen Office
reachAbility Association
Reconciliation Canada
Reforming the Family Justice System
Regular Power Clarke Lawyers
Rise Women's Legal Centre
Riverside Family Law and Arbitration
Sam Cosentino
San Lorenzo Latin American Community Centre
Saskatchewan Ministry of Justice and Attorney General
Sault Ste. Marie Indigenous Friendship Centre
Scarborough Community Legal Services
SCY Society for Children and Youth of BC Child and Youth Legal Centre
Second Chance Scholarship Foundation Inc.
Sisters in Sync
Social Security Tribunal of Canada
Société québécoise d'information juridique
Society's Bella Coola Legal Advocacy Program
Solid State Community Society
SOQUIJ
Sous-comité de l'accès à la justice, Association du Barreau canadien
South Asian Legal Clinic of British Columbia
South Shore Community Justice Society
South Vancouver Neighbourhood House
Spirit of the Children Society
Spotlight: Child Welfare
St. Thomas University
Stepping Stone Community Services Society
Student Legal Assistance
Sudbury District Restorative Justice
Superior Court of Justice of Ontario, Office of the Chief Justice
Supreme Court of British Columbia
Supreme Court of British Columbia
Supreme Court of Canada
Supreme Court of Newfoundland and Labrador
Supreme Court of the Northwest Territories
Supreme Court of Yukon
Surrey Newton Union of Drug Users
Taylor McCaffrey LLP
The 519 Church Street Community Centre
The Action Group on Access to Justice (TAG)
The Continuing Legal Education Society of British Columbia (CLEBC)
The Court of Appeal of Yukon
The Elizabeth Fry Societies
The Halifax Refugee Clinic
The Osgoode Society for Canadian Legal History
The Women's Centre of Halton
Themis Solutions Inc.
Thompson Rivers University Community Legal Clinic
Thompson Rivers University Faculty of Law
TLABC
Toronto Metropolitan University, School of Journalism
Tribunals Ontario
TTCriders
U.N.D.U. - Uniting Northern Drug Users UNDuing STIGMA
UBC Law Students' Legal Advice Program
University of Alberta, Faculty of Law
University of Calgary Faculty of Law
University of Manitoba Faculty of Law
University of Manitoba- Faculty of Law
University of New Brunswick Faculty of Law
University of Ottawa Faculty of Law - Law Practice Program
University of Saskatchewan, Faculty of Law
University of Toronto - Ontario Institute for Studies in Education - Department of Leadership, Higher and Adult Education
University of Victoria, Faculty of Law/ Faculty of Human and Social Development(School of Public Administration)
University of Windsor Faculty of Law
Upper Skeena Counselling & Legal Assistance Society
Vancouver Aboriginal Community Policing Centre
Watari Research Association
West Coast LEAF
West Coast Prison Justice Society
Whistleblowing Canada Research Society
WISH Drop-In Centre Society
Women's Legal Action and Education Fund (LEAF)
Worker Solidarity Network
Workers Resource Centre
Workers' Action Centre
Workplace Safety and Insurance Appeal Tribunal (WSIAT)
Young Bar of Montreal
Yukon Department of Justice
Yukon Law Foundation
Yukon Public Legal Education Association
Yukon Supreme Court
YWCA St. Thomas Elgin - St. Thomas Elgin local Immigration Partnership

Tous les rapports annuels sur les Objectifs de développement pour la justice sont disponibles en anglais et en français, ainsi que de nombreuses autres publications de l'A2J, à www.justicedevelopmentgoals.ca

Impacts des ODJs

